L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 5 AVRIL 1884. 57me Année.

Dufour, Dumez et Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI, 5 AVRIL 1884

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an (Renferme deux feuilletons)	$3 00

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

Ventes qui ont lieu ce jour, à la Bourse d'essai St-Charles, rue St-Charles, entre Gravier et Common.

PAR GIRARDEY & MACON—Grande vente de propriétés du premier district, comprenant des maisons de résidence et des magasins, emplacements de commerce populaires et sites propres à bâtir; des maisons de résidence choisies dans les rues Camp, Magazine, Racoons, Dryades, Remparts, Annonciation, Delord, Euphrosine, Calliope, Clio, Erato, Thalie, Galeault, Liberté, Franklin, Ste-Thérèse et St-Thomas, offrant des avantages pour l'occupation et comme placement d'argent plus profitable qu'en aucunes autres valeurs sur le marché.

Ventes qui ont lieu ce jour, à la Bourse d'essai Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley.

PAR W. H. HODGSON—Vente très importante d'un sixième d'intérêt indivis à cette portion de la propriété Foucher, étant l'arrière partie du Upper City Park, ayant 1500 pieds de face à l'Avenue St Charles et s'étendant dans le fond à une distance de 11,600 pieds français, deux jolis cottages à deux corps de logis, coin des rues Magazine et Délachaise, avec deux grands terrains.

Les inondés et les Levées du bas Mississippi.

Il y a deux jours, on discutait, à la Chambre des Représentants, la question des secours à accorder aux victimes des débordements du Bas-Mississippi, question toujours controversée, au nom d'une Constitution dont on torture le texte à plaisir et à laquelle on prête des intentions qu'elle n'a jamais eues. Comme à l'ordinaire, on a des représentants d'un Etat qui, par sa situation topographique, se trouve à l'abri d'inondations, refusait au Congrès le droit d'accorder le moindre subside à des malheureux, que l'inondation a chassés de leurs demeures, qui n'ont pas de quoi se procurer les premières nécessités de la vie et meurent littéralement de faim.

A ce propos, deux des délégués de la Louisiane — MM. Carleton Hunt et E. J. Ellis — prouvaient, les faits à la main, que, de tout temps, le gouvernement s'est fait un devoir de secourir les victimes de grandes calamités publiques, non seulement dans le pays, mais aussi à l'étranger. M. Ellis, notamment, citait, avec beaucoup de bonheur, l'exemple de James Madison (qui, en 1812, étant Président, n'hésitait pas à signer un bill de secours en faveur des victimes d'un tremblement de terre qui avait eu lieu à Caracoas, Venezuela. L'idée ne lui était pas venue de frapper ce projet de loi de son veto, tant non de la Constitution; et certes, il était compétent en pareille matière, l'homme qui avait pris la plus grande part à la rédaction de notre loi fondamentale, et qui en a toujours été justement considéré comme le père.

A cette époque-là, pourtant, le gouvernement avait un certain droit de mettre un frein aux générosités du Congrès; car son Trésor ne regorgeait pas de millions, comme aujourd'hui, et il était en pleine guerre avec la puissante et opulente Angleterre, taudis que nous jouissons, en 1884, de la paix la plus profonde.

A vrai dire, Madison eût eu mauvaise grâce à opposer l'autorité de la Constitution à l'allocation dont nous parlons. Depuis l'ère chrétienne, cela ne s'est fait, en aucun temps, ni en aucun pays. On a pu, parfois, alléguer la pénurie du Trésor, les rapports peu amicaux, peu agréables, que l'on avait, auparavant, entretenus avec la nation éprouvée; on a pu trouver certaines générosités mal placées, et prétendre que l'on ne serait payé que d'ingratitude, mais jamais on n'a fait intervenir, dans le débat, cette chose sacrée que l'on appelle une Constitution; jamais la pensée d'interdire la générosité publique, n'a traversé l'esprit d'un législateur; jamais la loi n'a dit à ce peuple: "Tu n'auras pas de cœur; tu ne secourras pas l'infortune!"

A force d'argoter, à force de se traîner dans les chicanes de l'esprit de parti, dans les mesquineries de l'esprit sectionnel, le politicianisme en arrive, sans qu'il s'en doute, à proférer de véritables énormités. Les discussions de cette nature sont toujours pénibles aux esprits bien faits, et nous plaignons sincèrement ceux qui ont le triste courage de les soulever.

Ce que nous venons de dire, à propos des secours à porter à nos inondés, est bien plus vrai encore en ce qui concerne la reconstruction, la consolidation de nos levées, et l'on peut affirmer qu'ici on manque non seulement aux lois les plus élémentaires de l'humanité, mais encore aux devoirs qu'impose le texte même de la Constitution, en ordonnant le vote de fonds, les défenses nécessaires pour la commune dépense et le bien être général des Etats-Unis, comme l'a très bien prouvé, récemment, M. Carleton Hunt, en citant l'opinion du juge Story. Ici, en effet, le bien-être général est affecté par une calamité publique qui frappe, périodiquement, on pourrait dire, annuellement, une section du pays, qui provient de causes générales et extérieures à la section éprouvée, comme telles, échappant à son contrôle, et tombant sous celui du gouvernement de l'Union, précisément à cause de ce caractère général qu'elles revêtent. Le Congrès, de son côté, le Pouvoir Exécutif, de l'autre, en se dérobant au devoir qui leur incombe, de les écarter, de les annihiler, s'il est possible, quelle que soit la région où elles se manifestent, contribuerait à la ruine des industries agricoles et manufacturières, non pas d'un an ou de deux, mais de vingt à vingt-deux Etats, en d'autres termes, de la moitié des Etats-Unis, lesquels en souffriraient presqu'autant que les populations du Bas-Mississippi; à la ruine de la navigation, qui est la plus grande source de richesses de cette vaste section, et, par suite, à la ruine de celles du Nord et du Nord-Est, dont la prospérité dépend de celle de l'immense vallée du Sud, puisque c'est là qu'est le principal marché où ils placent les produits, si variés et si multipliés, de leurs manufactures.

C'est, du reste, ainsi que l'ont compris le chef de l'Exécutif et son Cabinet. Ils viennent, en effet, de frapper un grand coup, de produire une sorte de révolution dans les habitudes du gouvernement fédéral, de briser avec les précédents du Congrès. Le Président a envoyé, avant-hier, à la Chambre, un message dans lequel il demande, en termes exprès, une allocation de $100,000, non plus pour cette chose vague, que chaque parti interprète un peu à sa façon, sur laquelle on ne n'est pas encore entendu et que l'on appelle les améliorations du Mississippi, mais pour la protection spéciale de nos levées.

La somme est, évidemment, insuffisante, quand on songe que les travaux à accomplir doivent compter bien des milliers. Ne nous en plaignons pas, pourtant; c'est la première fois qu'une démarche officielle est faite en ce sens, devant le Congrès, par le chef de l'Etat; c'est la première fois que le gouvernement avoue, franchement, la responsabilité qui lui incombe à l'égard des débordements qui désolent notre région, à l'égard des levées, qu'il s'agit de reconstruire, de maintenir intactes.

Le Président — et nous l'en remercions — reconnaît, hautement, dans son message, la valeur, l'importance des levées, la nécessité de les protéger. C'est un principe posé, que les ennemis de la vallée auront de la peine à battre en brèche; c'est une demande officielle, à laquelle il ne leur sera guère possible d'opposer un refus.

Jusqu'à présent l'Exécutif s'était borné à exposer, timidement, ces vues sur ce problème, objet de tant de controverses; cette fois il fait un pas de plus en avant; il va droit au but, et demande, en termes bien nets, exempts de toute équivoque, une allocation directe pour l'exécution de l'entreprise que nous poursuivons, en vain, depuis si longtemps. Prenons note de cette démarche solennelle, et félicitons-nous de cette victoire presqu'inattendue. L'Exécutif est déjà converti à notre cause; le Congrès ne résistera pas longtemps à la pression que l'on exerce sur lui.

Le fleuve, en face de la Nile-Orléans, est à 10 pouces au-dessous de la marque des hautes en 1874.

—On va construire une levée près de la rue Lapeyrouse, afin de protéger Alger contre l'eau de la crevasse Davis.

—L'ouverture qui s'était déclarée à Point Clear, soixante-onze milles au-dessus de la Nile-Orléans, rive gauche du fleuve, sur la ligne du M. Valley Railroad, a été bouchée. Ni les planteurs, ni la compagnie n'ont subi de pertes. Les officiers de celle-ci ont agi promptement, énergiquement, et sauvé la situation.

—D'après les dernières nouvelles de New Texas Landing, paroisse Pointe Coupée, la levée Bourgeois résiste à la pression. —La crevasse Lacour à 120 pieds de large et 10 pieds de profondeur.—La crevasse Batchelor, à quatre milles au-dessous de celle de Lacour, a une largeur de 131 pieds et une profondeur de 4 à 5 pieds.—La levée qui entourait New Texas aout encore intactes. L'eau du fond monte à raison d'un pouce par vingt-quatre heures.

—Il a été expédié de la Nile-Orléans, 74,000 rations pour les paroisses Pointe Coupée et St-Charles. Le comité de secours expédiera beaucoup plus de rations, la semaine prochaine, que cette semaine-ci.

—Dans la paroisse Tensas, l'eau a beaucoup baissé, et des planteurs dont les terres avaient été inondées, ont repris commencé les travaux.

—Une débâcle de Morgan City, du 3, dit que l'eau avait monté, à cette date, de 4-10 d'un pouce. Elle était sur les plancher de magasins de la rue de la Levée. Les planteurs avaient toujours l'espoir de sauver leurs récoltes.

—La Vacherie, paroisse St Jacques, rapporte l'eau de la crevasse Davis, paroisse St-Charles, et celle de la crevasse Jamison, sur le Bayon Lafourche. Ces eaux se joindront à la Vacherie, dont les planteurs souffriront considérablement. Il en est de l'atlantide ont abandonné les travaux des champs.

Messieurs les Editeurs de l'*Abeille*,

Mes clients, Messieurs A. M. & J. Solari, vous prient de rectifier l'erreur dans laquelle est tombé votre reporter de la Cour Civile. Le juge Houston n'a pas, le moins du monde, *donné gain de cause* à MM. McCloskey & Henderson. Il a simplement permis l'entrée d'un jugement pour toute la somme que Messieurs Solari *reconnaissent devoir, et qu'ils avaient déjà offerte aux plaignants avant l'institution du procès.* Le différend a trait à une somme additionnelle que MM. McCloskey & Henderson réclament et que Messieurs Solari nient devoir. Le litige reste donc à vider.

Agréez mes salutations empressées,

PAUL E. TEBARD,
Avocat.

On a convoqué, dernièrement, une Convention nationale des producteurs de laine des Etats-Unis; elle doit se réunir dans le Grand Hotel Pacifique, de Chicago, le 7 mai prochain, pour discuter les intérêts généraux de cette industrie.

Le but principal, dit la convocation, est d'adopter des mesures efficaces pour propager, dans l'Union, des renseignements exacts sur l'importance de cette industrie, sur ses progrès, sur les méthodes d'élevage; enfin, d'effacer, dans toute l'étendue des Etats-Unis, une organisation capable de donner aux douze cent mille éleveurs américains, l'influence qu'ils doivent exercer sur le scrutin, afin d'obtenir du Congrès la considération et la protection que leur industrie mérite autant que toutes les autres. En fait, il n'y en a pas de plus importante aux Etats-Unis, et aucune ne devrait être plus soutenue que la leur.

M. H. BILLARD, (ancienne librairie Hébert) annonce qu'il a reçu les numéros de l'Illustration et du Monde Illustré du 22 mars.

Rissa Meeting—On verra aux annonces que M. D. B. Penn, candidat pour la place de Maire, haranguera ses concitoyens ce soir, à 7 heures, rue du Canal.

M. T. Beckman, demeurant au No. 77, North Market street, certifie qu'il était porteur d'un quart du billet combinaison Nos. 9, 49, 56, et que ce billet lui a gagné le gros lot de $5,100 au tirage de jeudi, 3 avril 1884, il l'avait soumis au bureau de Theo. Crawford, 79 North Market street, et le montant lui en a été payé immédiatement sur présentation du billet au bureau de la compagnie.

Le *Moniteur de Rome* et l'*Osservatore Romano*; tous deux organes du Vatican, publient la circulaire de la Propagande de la Foi, adressée aux évêques et chefs des missions catholiques.

La congrégation déclare que la conversion de ses immeubles l'oblige à établir à l'étranger des sièges administratifs pour recevoir les futurs legs et donations des fidèles.

Ces concessions ne procurent sont établies: à Vienne, Munich, Paris, Madrid, Lisbonne et La Haye, auprès des nonces; à Malte, auprès de l'agent du Saint-Siège; à Londres et Dublin, auprès du cardinal-archevêque de chacune de ces villes; à Constantinople, auprès du vicaire patriarcal; en Belgique, auprès de l'archevêque de Malines; à Alger, Sydney, New-York, San Francisco, Québec et Toronto, auprès des archevêques; à Rio-Janeiro, auprès de Pinternonce; à Buenos-Ayres et Quito, auprès du délégué apostolique de chacune de ces villes.

La Californie tient le cinquième rang parmi les Etats producteurs de sel; c'est le seul de l'Union où la distillation du sel, tiré de l'eau de mer, ait prix des proportions considérables; elle a fait presque tous ses progrès, depuis une vingtaine d'années. La production s'est élevée de quarante-quatre mille boisseaux, en 1860, à plus de huit cent quatre-vingt mille, en 1883.

Dans dix-huit comtés de l'Etat de New York, au centre et à l'Ouest, deux mille fermiers ont cultivé le sorgho, depuis plusieurs années; mais ils ne l'ont fait qu'à l'état d'essai, et sur une petite échelle. Ils n'ont graîne pendant, en tout, que 30,000 gallons de sucre.

—C'est avec un serrement de cœur que nous annonçons la mort du jeune Stephen Clérétien, âgé de quinze ans. La perte d'un enfant est toujours une de ces blessures profondes, déchirantes, dont on saigne longtemps. Mais ce vide est plus lamentable, plus cruel encore, quand il est causé par la mort d'une créature affectueuse, qui de toutes les forces de son âme aimait les siens, qui n'était heureuse qu'au foyer paternel, qui avait le culte de la famille.

Tel était le tendre et charmant enfant qui vient d'être enlevé à son père, à sa mère, à ses frères et sœurs, dont il était la joie et l'idole, et qui, même aux heures les plus tristes, savait faire des joies à la maison.

Nous l'avons trop bien connu, vu de trop près pour ne pas lui adresser ce regret, regret stérile hélas! pourne pas être ému devant une tombe si vite ouverte, pour ne pas envoyer l'assurance de notre vive sympathie à la famille que ce coup inattendu a consternée.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—En dépit de la pluie, la salle était pleine hier; les représentations de Mlle Charlotte Thompson sont décidément à la mode.

Aujourd'hui en Matinée *Jane Eyre*, le soir *East Lynne*.

Demain première représentation de *The Sea of Ice*, grand drame à spectacle où Mlle Thompson joue le rôle très émouvant de Ogarita.

Le Journal des Débats:

Le temps seul, en consacrant notre situation dans le Tonkin, amènera la Chine à en accepter définitivement les conséquences.

Nous avons peu de confiance dans la reprise des négociations avec cette puissance: ce n'est pas à nous à faire des offres, et sans doute on ne nous en fera pas de si tôt. Tant mieux s'il en est autrement, et si la Chine s'incline devant le fait accompli! Il n'y a pas grand espoir que les choses se passent ainsi, et pourtant rien ne serait plus conforme à l'intérêt du Céleste Empire. Peu nous importe, à nous, d'avoir une convention formelle avec la Chine; nous sommes maîtres de la situation et nous pouvons attendre; un peu plus tôt, un peu plus tard, nous recueillerons le bénéfice de la prescription qui résultera de la nature même des choses. Qu'elle le dise ou non, qu'elle le veuille ou non, la Chine finira par s'accommoder de notre voisinage.

Que peut-elle aujourd'hui? Entretenir une espèce de guérilla autour de nos positions? Ce sera une gêne pour nos soldats, mais non pas un danger sérieux; notre corps expéditionnaire ne tente qu'haleine, sans être mis en péril; au bout de quelques mois, il aura détruit ou découragé les bandes qui seront venues rôder autour de lui. Si la Chine avait quelque perspicacité politique, elle ne perdrait pas un moment pour nous faire des propositions acceptables, parce que chaque moment perdu diminue ses forces et rend, à notre point de vue, la transaction moins utile. Nous pourrions aujourd'hui, pour en finir, faire quelques concessions que nous ne ferons pas quand tout sera définitivement terminé. Mais c'est l'affaire de la Chine plus que la nôtre: la nôtre est de nous établir où nous nommes, et de nous y consolider.

Le piédestal du monument que la ville de Cahors élève à la mémoire de L. Gambetta est terminé depuis quelques jours, dit la *République Française*, du 23 mars. Les quatre figures en bronze, dues à M. Falguière, seront expédiées de Paris le 26 courant et définitivement placées avant la fin du mois. L'inauguration reste fixée au 14 avril.

Cette solennité toute patriotique et nationale sera présidée par M. le président du conseil ministre des affaires étrangères, accompagné de plusieurs de ses collègues. On sait déjà que M. Brisson s'est engagé formellement et que M. le président de la République s'y fera représenter. Un grand nombre d'hommes politiques, les sommités de l'administration, de la science et des arts se sont donné rendez-vous à Cahors.

Un banquet de six cents couverts aura lieu le 14 au soir, sous la présidence de M. Jules Ferry.

Horsford's Acid Phosphate
Remède incomparable pour la migraine.

Le Dr FRED HOLMES, Jr., de Salem, Virginie dit: "Pour combattre l'indigestion, la migraine et la défaillance morale, résultant de certaines bases du rhumatisme, le phosphate de Horsford est sans pareil."

Les marchands d'huîtres de Baltimore font pour environ $14,000,000 d'affaires, chaque année.

La plus forte maison de la ville, qui n'est égalée par aucune autre, dans le monde entier, ouvre 11,000 boisseaux par jour; les autres ouvrent, en moyenne, 4,500 boisseaux. De 20,000 à 25,000 hommes et femmes vivent de cette industrie, à Baltimore, et gagnent de $2 à $3 par jour.

D'année en année, la quantité et la qualité des huîtres de la baie de Chesapeake baissent; si l'on n'arrive pas à trouver un moyen d'y protéger et d'y renouveler les bancs, c'est un commerce qui sera bientôt perdu pour la ville.

Curieux, le résultat des observations des Commissions française, allemande et anglaise sur l'Exposition du Centenaire des Etats-Unis.

Voici ce que dit la commission française:

"Une véritable révolution économique a eu lieu aux Etats-Unis. A l'abri du système de prohibition, ils ont organisé une puissante industrie qui rivalise, pour le bon marché, avec celle de l'Angleterre."

Le Président de la Commission allemande dit:

"La situation actuelle des manufactures américaines prouve la fausseté de la doctrine du libre échange, suivant laquelle les productions d'un pays augmentent de prix sous le système de protection."

Enfin en Angleterre, on reconnaît qu'en ce qui concerne l'industrie du fer, le consommateur a beaucoup gagné, en Amérique, à l'établissement du système protecteur.

A Londres, les compagnies de gaz tournissent au consommateur le bec, équivalant à 16 bougies (on sait que l'on a pris pour type de la lumière la bougie de l'Etoile), au prix de trois shellings (75 cents) les mille pieds.

Aux Etats-Unis, le gas de charbon coûte nécessairement plus cher; le gaz à l'eau peut seul se livrer au même prix.

En Angleterre, le gaz de charbon est à bon marché, et les compagnies de Londres tirent, des résidus de la fabrication, les deux-tiers de ce que leur a coûté le charbon.

Ici, le charbon de gaz est cher, et l'on ne tire à peu près aucun parti des résidus. A New York, le prix du gaz, toutes dépenses faites, ne coûte pas moins de 95 cents, quand il pénètre dans le compteur. Dans d'autres villes, le prix est encore beaucoup plus élevé. Pour le consommateur, il varie de $1 75 à $3 50, le mille pieds, tandis qu'en Angleterre il ne monte jamais à $1; parfois, même, il descend jusqu'à la moitié de ce prix.

Pour purifier les vêtements et la toile, désinfectez-les avec le "Glenn's Sulphur Soap."

Les "Pike's Toothache Drops" guérissent les maux de dents en une minute

On sait toutes les discussions que provoque, en Europe, l'importation des viandes américaines, et les oppositions qu'elle y a soulevées. La question vient d'être ravivée par l'apparition de certaine épidémie sur les animaux, dans les Etats du Kansas, de l'Illinois, du Missouri, du Nebraska. Voici les sages conseils que donne, à ce sujet, un consul des Etats-Unis, celui de Liège, en Belgique, M. Tanner:

"Ce qui nous reste à faire, c'est de suivre les conseils du Département d'Etat, de nous mettre courageusement au travail, d'améliorer nos races, de prouver à l'Europe que nous avons des viandes de meilleure qualité que celles qu'elle trouve sur ses marchés. Nous ne prétendons pas au monopole, mais, au moins, assurons à l'*Aigle* sa part, et travaillons à ce qu'elle devienne la part du *Lion*.

Le *Temps*, de Paris, du 22 mars:

On n'a pas oublié que, sur les conseils du gouvernement, la commission d'enquête a refusé d'envoyer des délégués à Again; elle n'a pas voulu, en donnant aux ouvriers des espérances qu'elle savait n'être pas en mesure de réaliser, assumer au nom de l'Etat des responsabilités étrangères à sa fonction propre, qui est et sera toujours limitée aux deux termes classiques: liberté, ordre public; elle n'a pas voulu non plus, en prenant pied sur le lieu même du conflit, se substituer à l'administration, dont l'action, pour être efficace, doit être débarrassée de toute influence parlementaire. Cette résolution a été universellement approuvée; mais on comprend qu'elle ait déçu les chefs du mouvement, qui comptaient sur une pression extérieure et quasi souveraine pour mettre à néant les résistances de la Compagnie; aussi M. Basly, le *leader* de la grève, a-t-il fait un effort suprême auprès de la commission, qu'il a sollicitée de nouveau d'intervenir sur place.

Cette proposition a été longuement discutée hier.

Nous ne saurions trop insister sur ce point: l'intervention de l'Etat doit être aussi complète, aussi absolue dans les matières qui lui ont été réservées qu'elle doit, au contraire, se limiter étroitement, se réduire, s'effacer dans ce qui est du domaine privé, du fort intérieur de l'industrie. Mais voilà, c'est justement sur ce domaine privé que M. Basly et M. Clémenceau voudraient voir le gouvernement ou le Parlement mettre le pied et la main, car alors ce serait un suprême coup d'industrie finirait par passer tout entière; l'Etat serait officiellement reconnu, à partir de ce jour, comme le régulateur suprême du travail, comme l'appréciateur souverain des charges et des bénéfices de chaque entreprise, bientôt nommer le maître des ventes et des achats; non seulement il deviendrait l'entrepreneur universel, ce qui serait déjà monstrueux, mais il ne le serait plus dans des conditions de liberté et de responsabilité nécessaires à tout meteur en œuvre, il se trouverait à la merci du caprice de son personnel et abandonné aux règlements tyranniques qu'il se serait imposés à lui-même. La banqueroute pour lui, la misère pour les citoyens, tel serait le résultat infaillible de cette violation des lois naturelles.

Nous ne saurions trop engager la commission à répondre sur ce point par un *non possumus*; elle n'a pas voulu le prononcer hier, elle a désiré entendre, avant de prendre un parti définitif, les représentants de la Compagnie visée; rien de mieux, c'est là l'essence même de l'enquête; il y a plus, si la Compagnie demandait elle-même à la commission d'entendre des délégués, il n'y aurait évidemment pas de raison pour les lui refuser, car on a toujours le droit de devenir l'arbitre des gens qui sont d'accord pour vous solliciter de l'être; mais cet arbitrage même ne conduirait à rien de bon, étant donnée l'incapacité essentielle de la commission pour leur compétence, mais pour leurs opinions, et il créerait un précédent fâcheux. Aussi n'est-il pas à supposer que les propriétaires d'Auzin s'y réfèrent.

Qu'on y réfléchisse bien: si l'Etat, revêtant jusqu'à ses moyens âge le plus grand et le plus aveugle, intervient dans les rapports économiques entre ouvriers et patrons, s'il se figure pouvoir donner satisfaction à toutes les lamentations dont la commission d'enquête ne cesse de retentir, il se condamne, sous peine de mort, à faire chaque jour le bonheur de tous les Français à la fois; il s'engage par exemple, pour enrichir les uns, à frapper des droits d'entrée qui ruineront les autres; s'il veut les contenter en même temps, il n'aura d'autre ressource que de s'ouvrir le ventre, et il ne lui y a rien, pas même du son, qui au moins peut se manger.

Haute autorité.

Le Dr W. E. Scott, président du Collège de Médecine, à Mobile, recommande l'emploi de l'Oldem's Liquid Beef Tonic comme le meilleur tonicatif que je connaisse pour la débilité, l'indigestion, la dyspepsie, la fièvre, le mal de tête, le manque d'appétit. (N'en prenez pas d'autre.)

La commission d'agriculture vient de recevoir, de M. J. R. Dodge, statisticien, attaché au département de l'agriculture, un long rapport sur le nombre et la valeur des animaux de ferme, aux Etats-Unis, et sur les salaires des travailleurs des champs. Il résulte, de ce rapport, que le nombre des animaux de ferme se serait accru, depuis février 1883, c'est-à-dire en un an, tout au plus, de 4,000,000.

Voici le tableau:

	1884	1883	Augment.
Chevaux	18,809,111	11,969,983	331,572
Mules	1,871,079	1,914,120	43,947
Vaches laitières	12,125,685	12,501,206	375,521
Bœufs et autres	46,401,292	49,041,101	1,640,024
Moutons	49,237,291	50,626,626	1,389,335
Porcs	43,270,094	44,200,993	930,907

La plus grande augmentation a eu lieu, dans les Etats, à l'ouest du Mississippi.

Les gages des ouvriers de ferme (y compris la nourriture) est, en moyenne, de $13 67 par mois, dans les Etats où l'agriculture occupe 77 pour cent de la population laborieuse, et de $24 14 par mois, dans les Etats qui ne comptent que 18 pour cent de la population se consacrant à l'industrie agricole. La moyenne générale des gages, dans toute l'étendue des Etats-Unis, est de $18 58 par mois—ce qui est une augmentation de 40 pour cent, depuis 1654.

La découverte de l'étain dans la Caroline du Nord, a été faite d'une singulière façon. Parmi les minéraux qui avaient été transportés, de cet Etat, à l'Exposition de Boston, se trouvait un morceau de minerai, étiqueté: inconnu. Il a été analysé par un homme habile, qui y a trouvé 75 pour cent d'étain, ce qu'on n'a jamais trouvé la même proportion. Le spécimen provient de la montagne King, et bien que la veine n'ait pas encore été découverte, la quantité de morceaux de minéraux trouvés épars dans les environs, a donné aux savants la conviction que l'étain y existe en quantité très considérable. Il n'y a dans le monde entier que trois mines de ce genre. On offre, dit-on, $50,000 à celui qui en découvrira une aux Etats-Unis.

Décédée hier soir, 4 avril, à 10 heures, Mlle ELVINA PRADOS, fille de Charles Prados. L'enterrement aura lieu aujourd'hui, à 4 heures. Le corps est exposé rue Kerlerec No 235, entre les rues Roman et Prieur.

De la part de la famille.

Décédé, hier soir, à 7 heures, à l'âge de 15 ans, STEPHEN J. CHRETIEN, fils de Joseph Chrétien et de Zoé Halphen. Les amis et connaissances des familles Halphen et Chrétien sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 4 1/2 heures P. M. Le convoi funèbre partira de la résidence de son père rue Johnson 253, entre Quartier et Hôpital.

L'Observateur de St Martinville et le Courrier des Opélousas sont priés de reproduire cet avis.

Décédé hier, à 5 heures P. M., ADOLPHE LOUIS BROUSSARD, à l'âge de 7 mois. Les amis et connaissances de la famille ainsi que ceux de la famille A. Mannessier, sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 4 heures. Le convoi partira du No 175 rue Royale.

Dernière Chance—Bestelle 1884 City Directory of New Orleans.—Tous les souscripteurs ayant reçu leurs exemplaires de cet excellent Guide il n'en reste qu'un nombre fort restreint qui sera vite enlevé des mains de l'éditeur. Les personnes qui désireraient le Directory—et il nous semble matériel de comprendre qu'un bureau d'affaires ou une maison de commerce puisse s'en passer—devront se hâter d'aller retenir leur exemplaire au bureau de publication, No 5 Commercial Place.

Qu'on n'oublie pas que cette année est celle de notre grande Exposition Universelle, et que la Nouvelle Orléans sera envahie par des milliers de visiteurs. Il faudra répondre à leurs questions, fournir des adresses, et le meilleur moyen, le seul, en effet, de se tirer d'affaire, sera de se mettre à le main à la "City Directory" de Boards.

B. TREMOULET,
Rue Dauphine, No 7, vis à vis la Poste
Vins de Bordeaux des meilleurs crûs, rouges de maisons de premier ordre.
Sherries de Duff, Gordon & Cie, de Pedro Domecq, etc.
Portes de Sandeman & Co, Offley, Cramp & Forrester.
Champagnes de toutes marques en remon.
Vieux Whiskies, Cognacs, Rhums, Genièvres, etc.
Vins de Californie de toutes sortes.
Vin de St-Vincent véritable, côte, côte, côte.
AUX PLUS BAS PRIX.

A vendre.—L'ancienne résidence du commandant Bobin, à Biloxi, avec les animaux, etc. Sur la propriété se trouvent des arbres fruitiers de toute espèce. S'adresser aux bains de la rue Conti 102, 104 et 106 rue Conti.
9 avril—1 mois

Au Peuple de la Nile-Orléans.

Le moment est venu où vous devez affirmer votre puissance au scrutin. Si vous ne vous montrez pas ferme aux élections prochaines, on vous imposera une administration qui, par sa faiblesse et son incapacité, réduira à néant tous les efforts que négociants et citoyens ont déployés jusqu'à ce moment pour pousser la Nile-Orléans dans la voie du progrès. Le ticket soi-disant démocratique, publié récemment et soumis à vos suffrages, indique si clairement la prépondérance du *bossism*, une telle indifférence pour les mérites personnels et l'intégrité des candidats, un tel dédain pour le bien public, qui est sacrifié à l'intérêt individuel de quelques ambitieux politiques, qu'on ne saurait attendre des hommes ainsi désignés, dans le cas où ils triompheraient, si réformes et mesures bienfaisantes.

Pour demeurer à la hauteur des circonstances, pendant quatre nouvelles années, nous devons confier les affaires municipales à une administration ferme et vigoureuse, guidée par un jugement sûr et animée de sentiments de justice et d'honnêteté.

Ce résultat si désirable intéresse profondément tous les citoyens domiciliés d'une manière permanente à la Nile-Orléans ainsi que toutes les classes de votants. L'état des choses dans notre ville est si bien connu qu'il est inutile de recourir aux chiffres et aux longs raisonnements pour démontrer l'urgence des réformes. Il serait également oiseux de s'indiguer; nous ne voulons que dire ici que le gouvernement de notre ville, livré aux mains d'une coterie (*ring rule*), a été un misérable fiasco.

Le meurtre est à l'ordre du jour, et l'action de justice est paralysée par la corruption politique et les influences néfastes. Nos rues sont un foyer d'infection; nos écoles publiques, dont nous étions autrefois si fiers, et qui étaient citées parmi les plus fortissantes de l'Union ne sont plus que l'ombre de ce qu'elles étaient jadis.

Après des années de deuil et de misère, le sud enfin est à la veille de recouvrer sa prospérité perdue; les capitalistes viennent de toutes parts en étudier les ressources pour y fonder de grands établissements.

Où trouveraient-ils un champ plus vaste pour leurs opérations que la Nouvelle-Orléans? Mal heureusement, ce y redoute constamment les maladies épidémiques, et le crime y y promène tête levée. Ren accroît nous à un bridant avec pour permettre à quelques chefs de clique (bosses) de s'enrichir à nos dépens? Ne les voyons nous pas toujours entourés d'une garde qui leur est dévouée, et qui les pousse au pouvoir en violant ouvertement la loi et leurs les droits constitutionnels? Il vous appartient, citoyens et électeurs, de faire cesser de si criantes abus, de mettre fin à un si déplorable état de choses.

Il ne s'agit pas les de questions politiques, à réforme ne relève si de la démocratie ni de républicanisme. Elle n'embrasse que des détails d'ordre. Elle ne vise que la fidèle administration de la cité, l'économie des finances municipales, l'application rigoureuse de la loi pour protéger l'existence et la fortune de tous les citoyens indistinctement.

Pour atteindre ce but, il nous faut des hommes nouveaux, au programme différent.

Au nom de toutes les classes laborieuses, ouvriers employés, artisans—nous invitons tous ceux qui ont à cœur l'intérêt de notre ville à se joindre à nous. Que chacun se fasse enregistrer, et, non content de voter personnellement pour la réforme, use de son influence sur ceux qui sont pour que ceux ci en fassent autant.

Sortons de cette léthargie qui est la cause première de la condition actuelle de notre ville et nous rendrons la victoire la plus éclatante.

Nous croyons pouvoir donner à tous ceux qui agiront avec nous l'assurance que tous les bulletins seront comptés honnêtement et loyalement, et que la moindre tentative faite pour remplir les urnes de bulletins de contrebande sera promptement réprimée.

Nous nous adressons aux classes laborieuses de la Nile Orléans, comme à celles qui ont le plus d'intérêt à un bon gouvernement: nous les adjurons de bien envisager la situation et de ne pas se laisser détourner de la bonne voie par des politiciens de profession.

Il se doivent voir que le commerce prend de vente et que le champ où s'exerce leur activité se rétrécit chaque jour.

Elles doivent se rappeler que nous avons besoin des capitaux du dehors pour accroître le travail local et que nous pouvons les attirer qu'en organisant un gouvernement qui leur inspire confiance. Elles doivent se rappeler aussi que si les capitaux fui de cette heure à la Nile-Orléans en étaient retirés, les ouvriers ne pourraient ne pas les suivre, avec leurs femmes et leurs enfants, qui ils seraient condamnés à rester dans une ville en pleine décadence et ne pour raient plus trouver à se rendre dans d'autres centres qui d'ailleurs regorgent d'hommes de labeur comme eux.

Le moment est venu de replacer la Nouvelle-Orléans dans ses anciennes conditions de prospérité. Le peuple impose à tit de violence, aux élections d'avril et est il bien décidé à triompher de ses adversaires?

La Démocratie de l'aroisse et le Comité des Citoyens représentant toutes les classes industrieuses, soumettent aux suffrages du peuple le ticket suivant qui a été composé avec soin et qui réunit toutes les conditions nécessaires pour assurer le succès de la Réforme.

Leur but unique est de réformer le gouvernement municipal. Ils ne s'occupent des affaires d'Etat que pour désigner des candidats à la Législature dont le concours leur est assuré dans l'œuvre capitale qu'ils ont entreprise.

De la part des citoyens.	De la part de la Démocratie de paroisse.
John Phelps,	M. G. Lally.
J. W. Labouisse.	David P. Casey
A. Brittin,	Ernest Muttenberger,
Henry Baldwin,	R. F. Gray,
Geo. McCloskey,	W. H. Voelker.
Adolphe Schreiber.	E. H. Watt,
E. T. Manning,	Geo. B. Jones,
Alex T. Janin	Geo. C. Sebastian,
Simon Hernsheim,	J. C. Philippi,
A. A. Maginis.	J. S. Christie,
Gideon L. Townsend,	Columbus H. Allen.
Carl Kuhn.	J. B. Allmand.
N. D. Wallace,	A. C. Landry,
Lionel C. Levy,	C. H. Parker,
E. K. Converse.	B. H. Brown,
Alex. Mackay.	Hugh Murray,
Jas. I. Day.	

J. HENRY LAFAYE, Secrétaire.

Ticket Municipal du Comité des Citoyens et de la Démocratie de Paroisse.

SENATEURS.

Premier district—FRANK TRIFFLY, H. F. KENNOCHAN.
Deuxième district—PAUL E THEARD E. EDWARD MCCALEB
Troisième district—AUGUSTE BERNAU.
Quatrième district—JOHN F SIMPSON.
Cinquième district—
Sixième district—R. D. MICHAELIS.

REPRESENTANTS

Premier district—
Deuxième district—W J MCCALL, J E STAFFORD.
Troisième district—JAMES P COLL, I H STAUFFER, Jr W H VORILKEL.
Quatrième district—VALENTINE FUCHS.
Cinquième district
Sixième district—HENRY GRANDMONT.
Septième district—LEON HOLZ.
Huitième district—EDWARD A WHITE.
Neuvième district—A K LEROUGE.
Dixième district—HUGH FERMAN, A D H